

Lundi Finance

49,4

CONJONCTURE L'activité manufacturière en Chine s'est de nouveau contractée en juin, selon un indice officiel rendu public dimanche. L'indice des directeurs d'achat s'est établi à 49,4 points, a annoncé le Bureau national des statistiques. Ce chiffre est inférieur aux prévisions d'un groupe d'experts.

VLADIMIR POUTINE
PRÉSIDENT RUSSE

Vladimir Poutine a annoncé dans la nuit de vendredi à samedi s'être entendu avec l'Arabie saoudite pour prolonger leur accord sur une baisse de production pétrolière afin de soutenir les cours.



10 millions

LITIGE Le Bayern Munich réclame des indemnités à hauteur de 10 à 20 millions d'euros au constructeur automobile BMW à la suite de l'échec d'un gros contrat de sponsoring, selon le quotidien allemand «Frankfurter Allgemeine Zeitung» samedi.

SMI 9898,24 +0,39%	↑	Dollar/franc	0,9757	↓
Euro Stoxx 50 3473,69 +0,91%	↑	Euro/franc	1,1098	↓
FTSE 100 7425,63 +0,31%	↑	Euro/dollar	1,1374	↑
		Livre st./franc	1,2389	↑
		Baril Brent/dollar	66,74	↑
		Once d'or/dollar	1402	↓

L'indépendance, qu'est-ce que ça change?

GESTION A Genève, Cité Gestion a dépassé la barre des 4 milliards d'avoires, près de deux ans après être sortie du giron de Lombard Odier. Tandis que d'anciens gérants de Pictet ont lancé ce printemps leur propre société, soutenue par Natixis

SÉBASTIEN RUCHE
@sebruch

Devenir indépendant après avoir fait partie d'un grand groupe bancaire. Qu'est-ce que cela change dans la gestion de fortune ou dans la gestion d'actifs? A la fois peu et beaucoup de choses, à en croire les parcours de Cité Gestion (qui a appartenu à Lombard jusqu'en 2017) et de Thematics AM, lancée ce printemps par d'anciens gérants de Pictet.

Cité Gestion a longtemps été une créature hybride sur le marché genevois de la gestion de fortune. Ce gérant indépendant était détenu à 100% par Lombard Odier, qui l'avait lancé en 2009 sous l'impulsion de l'associé Bernard Droux, décédé en janvier 2015. Près de deux ans après un management buy-out concrétisé fin 2017, qu'est-ce qui y a changé chez Cité Gestion? Dans l'opérationnel, pratiquement rien, répond le directeur général, Guy Barbey: «Comme avant le changement d'actionnaire, Lombard Odier reste pour Cité Gestion un partenaire de la plus haute importance; nous étions et restons clients de leur infrastructure bancaire, de leur service de dépositaire et de leur asset management». Les fonds Lombard Odier sont traités comme les autres par la structure de la rue de la Cité (53 collaborateurs), qui pratique l'architecture ouverte, assure encore son directeur.

Plus de 4 milliards sous gestion

D'environ 2,5 milliards de francs sous gestion au moment du rachat, Cité Gestion a dépassé la barre des 4 milliards début 2019. La fusion avec le gérant alémanique Ultra



Créée en 2009 par Lombard Odier, Cité Gestion a été reprise fin 2017 par ses dirigeants, dont le directeur général, Guy Barbey (à gauche), et Nicolas Geissmann. (EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

Finanz, annoncée fin 2018, a apporté environ 800 millions d'actifs supplémentaires. Le reste de la croissance a été organique ou a résulté de l'engagement de banquiers.

Les clients potentiels ont-ils changé d'attitude à la suite du changement d'actionariat? «Pas vraiment, répond encore Guy Barbey. Certains prospects ont pu être rassurés par la présence d'un grand groupe, sur laquelle nous étions totalement transparents, d'autres ont pu préférer une boutique indépendante. Une chose est sûre, la banque a permis à Cité Gestion de se développer et d'afficher aujourd'hui un historique solide.»

Plus que l'identité des propriétaires, ce qui distingue Cité Gestion est que «nous pouvons assurer le dépôt des comptes des clients, grâce à notre licence de dépositaire et négociant en valeurs mobilières, décrit l'associé Nicolas Geissmann, qui a rejoint la structure début 2011. Cela nous permet entre autres d'avoir une chaîne de décision rapide et efficace et surtout de ne pas dépendre des politiques des banques dépositaires en matière de compliance et de géographies.» Des établissements tiers accueillent environ 15% des avoires gérés, le reste étant réparti à parts égales entre Lombard Odier et Cité Gestion. L'autre élément distinctif est l'approche boutique, avec un nombre limité de clients par gérant. «Notre ratio charges/revenus est délibérément élevé, un peu inférieur à 90%, afin de nous donner les moyens de travailler dans les meilleures conditions et d'offrir un service personnalisé», concluent nos interlocuteurs.

A l'été 2018, cinq gérants de l'équipe de gestion actions thématiques de Pictet ont quitté la banque genevoise. Avec un projet commun: créer leur société de gestion, spécialisée elle aussi dans les stratégies thématiques. «Nous étions bien traités chez Pictet, mais nous avons voulu tenter une aventure entrepreneuriale, avec la possibilité de lancer de nouvelles stratégies», explique Karen Kharmandarian, l'ancien gérant du fonds Robotics de Pictet entre 2015 et 2017, dorénavant président et l'un des six associés de Thematics AM, basée à Paris.

n'intervient pas du tout, c'est un actionnaire dormant.»

Les quatre stratégies déjà lancées sont similaires à celles que les membres de Thematics AM supervisaient chez Pictet: sécurité, eau, intelligence artificielle & robotique, et un fonds qui mêle les trois précédentes. Pictet a été un précurseur de la gestion thématique, une approche reposant sur des «méga-tendances», avec le lancement d'un fonds biotech dans les années 1990. Ce type de gestion représentait plus de 40 milliards de dollars d'actifs gérés par le groupe genevois à l'été 2018.

Taille des fonds limitée

Devenus «autonomes», les gérants de Thematics AM répliqueront-ils ce qu'ils faisaient auparavant? Pas vraiment, nuance notre interlocuteur: «Un nouveau thème sera lancé fin 2019, qui n'existe pas encore sur le marché, un autre le sera en 2020, et nous avons repensé les processus de gestion. En particulier, nous avons décidé de clairement limiter la taille de nos fonds entre 3 et 4 milliards.»

Quelle différence cela fera-t-il? «Dans un très grand fonds, le gérant est en pratique porté à investir dans de très grandes entreprises. Nous pourrions dorénavant investir davantage dans des petites ou moyennes capitalisations, avec des portefeuilles concentrés de 40 à 50 positions. Cela permet de se différencier, en s'exposant à des valeurs moins connues et susceptibles d'apporter davantage de performance», détaille encore Karen Kharmandarian. En résumé, la possibilité d'exprimer de manière plus marquée les plus fortes convictions des gérants.

Enfin, plutôt que de se focaliser principalement sur le poids d'une thématique dans l'activité d'une entreprise, Thematics AM veut être exposé à différents secteurs et différents «moteurs» de performance. ■

«Nous sommes totalement autonomes dans la gestion, les processus, la définition des futures stratégies»

KAREN KHARMANDARIAN,
THEMATICS AM

Lancée officiellement fin mars 2019, l'entreprise n'est pas totalement indépendante, puisqu'elle est détenue à 50,1% par Natixis, l'un des plus grands gérants d'actifs du monde, avec 960 milliards de dollars d'avoires fin 2018 (l'équivalent en francs). Le groupe français a apporté 125 millions d'euros (139 millions de francs) de capital d'amorçage pour les quatre fonds de Thematics et cette dernière utilise l'infrastructure de Natixis.

«Nous sommes totalement autonomes dans la gestion, le choix des thèmes, les processus, la définition des futures stratégies, poursuit Karen Kharmandarian, 12 ans d'expérience dans la gestion actions thématiques. Natixis



MARIE OWENS
THOMSEN,
GLOBAL HEAD
OF INVESTMENT
INTELLIGENCE,
INDOSUEZ

Au cœur des marchés

L'intérêt économique de réduire les inégalités de genre

Pour générer de la croissance, il faut de la main-d'œuvre et du capital. La somme des deux, ainsi que leur productivité, déterminera le taux de croissance. Ainsi, un pays qui n'utilise que peu sa main-d'œuvre générera moins de croissance. Il est du coup dans son intérêt de faire en sorte qu'un maximum de personnes travaillent, peu importe leur genre.

En Suisse, avec un taux de 63%, la participation des femmes au marché du travail est élevée. Mais 44,6% d'entre elles travaillent à temps partiel, un taux dépassé uniquement par les Pays-Bas (58,7%) dans un échantillon de 26 pays, selon l'OCDE datant de 2017. Seulement 11,2% des hommes sont à temps partiel en Suisse, contre 18,9% aux Pays-Bas.

Suisseuses moins payées de 12%

Ce n'est un secret pour personne: en Suisse, les femmes sont moins rémunérées que les hommes. En 2016, l'Office fédéral de la statistique estimait l'écart de rémunération à 12% entre les femmes et les hommes. La différence est moindre (8,4%) au sein des fonctions hors cadre mais s'élève à 18,5% au niveau des postes les plus seniors. L'écart est plus marqué dans le secteur privé, avec 19,6% en moyenne, contre 16,7% dans le secteur public.

La Commission européenne, quant à elle, publie des chiffres comparables pour 2017 et pointe du doigt le secteur financier qui affiche notamment une différence de rémunération de 30,3% en Suisse en faveur des hommes. Seuls deux pays peuvent se prévaloir d'écart inférieurs à 20% en Europe dans ce secteur: le Danemark et l'Italie, avec une différence salariale de respectivement 19% et 18,3%.

La perte de gain engendrée par cette situation représente un coût d'opportunité de

taille. La Banque mondiale, en mai 2018, a étudié 141 pays et estime que la perte mondiale représente 160000 milliards de dollars, soit deux fois le PIB nominal mondial, dont 40 à 50000 milliards de dollars de perte pour l'Europe. McKinsey Global Institute (2015) estime qu'un scénario «plein potentiel» générerait 28000 milliards de dollars, ou 26% de PIB additionnel en 2025 comparé à un scénario sans réduction des écarts entre les revenus. Il est alors d'autant plus regrettable que l'Organisation internationale du travail, en 2016, estimait à 70 ans le temps nécessaire pour parvenir à l'égalité.

Pour ne pas avoir à attendre aussi longtemps, il serait opportun que la Suisse commence par augmenter son soutien aux familles. Ce facteur contribue à limiter le temps passé au travail – et donc également les revenus – des femmes. Le coût des crèches est élevé en Suisse, selon l'OCDE.

Estimé à 17% net (une fois retranchées les aides de type allocations familiales) du revenu moyen d'une famille avec deux enfants en 2018, le coût supporté par les ménages suisses est supérieur à celui de la moyenne des pays de l'OCDE (15%) et de l'Union européenne (11%), pour ne pas nommer l'Italie avec une part à 2% ou la Suède à 5%. Davantage qu'une question d'égalité, ce serait du bon sens, tout simplement. ■

PUBLICITÉ



BORDEAUX 2018 EN PRIMEURS
UN MILLÉSIME ÉPOUSTOUFLANT !

40 Châteaux exceptionnels à moins de Fr. 40.– la bouteille et tous les vins de légende: Petrus, Château Mouton Rothschild, Château Margaux, etc...

WWW.PRIMEURS.CH

Vinum SA agent suisse B.Ph. de Rothschild et de Petrus
10, rue Johann-Renfer - 2500 Bienne 6 - tél. 032 344 88 88